

LE MONDE LIBERTAIRE



Supplément gratuit au *Monde libertaire* n°1659

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

L'éducation saignée

POURQUOI CE JOURNAL ?

Il y a plus d'un an, Presstalis, quasi monopole de la distribution de presse en France, lançait une offensive contre la presse libre. Par une révision drastique des tarifs, elle condamnait les journaux anarchistes et révolutionnaires à l'asphyxie économique. Le Monde libertaire (ML), le plus vieux titre de la presse anarchiste française, et l'un des plus anciens de la presse tout court, ne pouvait pas rester passif. Nous nous sommes d'abord défendus. En augmentant le prix de notre journal, puis en lançant une souscription de soutien, nous nous sommes adressés à vous. Parce que c'est grâce à vous que nous existons. Parce que c'est grâce à votre solidarité active que nos efforts constants ont un sens. Grâce à vous, ce vieux mais solide bateau n'a pas chaviré sous la bordée des vendeurs de papier. Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Mais la meilleure défense c'est l'attaque. Et nous avons choisi d'attaquer.

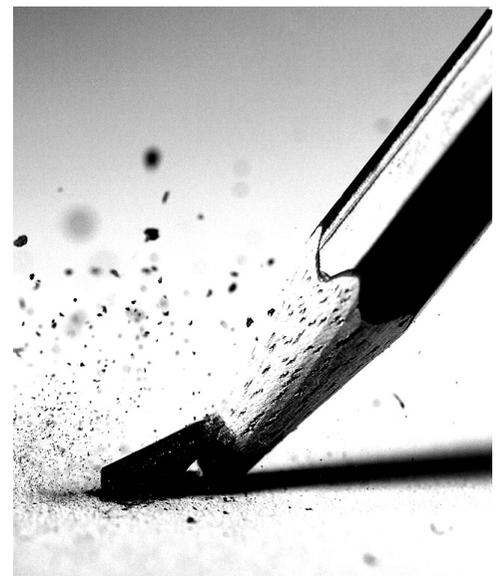
Lors d'un congrès extraordinaire, la Fédération anarchiste a décidé d'éditer non pas un, mais deux hebdomadaires ! Le premier, c'est celui que vous connaissez peut-être : le ML et ses 24 pages, disponible chaque jeudi dans tous les bons kiosques. Le second, c'est celui que vous découvrez : un ML de 8 pages diffusé gratuitement, chaque semaine, par les militants de la Fédération anarchiste ! Le but de cette publication est de faire connaître au plus grand nombre ce qu'est réellement la Fédération anarchiste : un journal, une organisation fédérale, une association d'individus oeuvrant, fraternellement, à la réalisation de notre idéal libertaire : une société débarrassée des maîtres et des dieux ! Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste vous feront connaître les points de vue, les outils et les propositions développés par les libertaires. Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste se feront connaître auprès de vous afin de vous permettre, si la révolte gronde en vous, de les rejoindre et de travailler ensemble à la révolution sociale. Et chaque semaine, la Fédération anarchiste fera, par ses propres moyens, la démonstration qu'il est possible d'organiser un réseau de diffusion de presse hors d'atteinte de la vérole capitaliste. Vive l'anarchie !

L'administration du Monde libertaire

LIVRET DE COMPÉTENCES, droit individuel à la formation (DIF), orientation, formation initiale, formation continue, entretien professionnel, validation des acquis de l'expérience (VAE), certificats de formation professionnelle, fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage, stages en entreprise et gratifications, conventions d'objectifs sur le développement de la formation des jeunes par alternance, expérimentations sur la formation par alternance, Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp), formation professionnelle et université... Tous ces thèmes sont déclinés dans la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'Orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (OFPTLV) qui prévoit une destruction progressive du service public et sa soumission au marché.

Sous l'égide de l'OFPTLV, de l'État aux Régions, le transfert des compétences en matière d'orientation et de formation des adultes se poursuit lentement et insidieusement, dans une fusion/confusion savamment orchestrée des publics concernés, des services et de leurs missions respectives. Pour les publics en formation ainsi que pour les personnels, les conséquences en seraient désastreuses. Ce qui se joue c'est une mise sous tutelle de la formation professionnelle (pour les jeunes et pour les adultes) aux intérêts des patronats locaux et nationaux. C'est un mélange des genres, des publics, des missions. Le recours aux stages en entreprises, aux apprentissages, plonge directement les jeunes apprentis ouvriers dans les griffes des patrons. La culture générale – ne parlons pas de culture populaire, sociale, politique, syndicale – est laissée à l'abandon, voire combattue. Les jeunes qui vont arriver sur le marché du travail seront démunis et la mise sous tutelle des appareils syndicaux accompagne cette attaque de la solidarité et de la lutte de classes.

Depuis 2009, un Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles, élaboré par les Régions au sein du Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle, a été mis en place. Il n'y est plus question de « qualification professionnelle » mais de « droit à l'informa-



tion, à l'orientation et à la qualification professionnelle » ; d'« acquérir des connaissances » mais « de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant ».

Derrière ce recours à la notion de « compétences », c'est un abandon des diplômes, seuls niveaux de connaissances reconnus par les conventions collectives et le droit de travail. Sans diplômes (malgré toutes les critiques que l'on peut apporter à ce système de validation, aux examens, etc.), les jeunes ouvriers n'auront plus aucun recours. Ils auront des « certificats de compétences » livrés et reconnus par des entreprises (?) qui sont à la fois juge et partie, formateur et employeur. C'est donner les pleins pouvoirs aux patrons. C'est placer les jeunes issus des classes populaires sous le joug des patrons. C'est le retour à l'« esclavage », au travail gratuit sous forme de stages divers (formation, reconversion, etc.)

Reprendre la main sur la formation professionnelle, syndicale, politique doit donc être un souci de tous, des organisations syndicales, des militants syndicalistes et surtout des anarchistes. Il faut revisiter et réinventer les Bourses du travail, les Universités populaires.

Fred

Groupe Proudhon de la Fédération anarchiste

C'est le **froid** social qui tue



« Je veux, si je suis élu président de la République, que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid, parce que le droit à l'hébergement, je vais vous le dire, c'est une obligation humaine, mes chers amis, comprenez-le bien, si on n'est plus choqué, quand quelqu'un n'a pas un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause. » C'est ce que disait Nicolas Sarkozy, le 18 décembre 2006, à Charleville-Mézières. Et pourtant...

En France, l'Insee dénombre 250 000 personnes privées de logement, et plus de 3 millions de personnes mal-logées. Mais aussi 2,1 millions de logements vacants, et 3,2 millions de résidences secondaires.

Plus de logements sont construits, plus encore augmente le nombre de sans-domiciles. Le problème ne consiste donc pas à offrir toujours plus de contrats juteux aux bétonneurs pour fournir de nouveaux parcs de logements destinés aux seules personnes capables de se les payer, toujours plus d'accaparement privé de l'espace public, toujours plus de destruction écologique et sociale. Le problème consiste à construire une force révolutionnaire, capable de se saisir des logements qui existent.

Voici la seule exigence raisonnable d'un mouvement pour le droit au logement. De la même façon, quand la planète produit de quoi nourrir 12 milliards d'êtres humains, la réquisition est le seul moyen de nourrir le milliard de personnes en sous-nutrition ou crevant de

faim. Ce n'est pas par erreur que les supermarchés jettent 30 à 40 % de leur nourriture. Ce n'est pas par erreur que la justice demande huit mois de prison, dont deux fermes, pour deux personnes qui ont récupéré de la bouffe périmée dans une poubelle. Un enfant meurt de faim toutes les quatre secondes dans le monde, parce que jeter la nourriture est indissociable d'un système fondé sur l'exclusion sociale.

Le capitalisme, en tant que système générateur de valorisation du capital, est fondé sur la privation. Il suppose en effet (en plus de l'exploitation de la force de travail et la dépossession des populations en matière de décisions réelles sur les productions), l'établissement d'une certaine rareté, pour toutes les marchandises. C'est-à-dire, pour une partie des populations, la privation délibérée des produits de leurs activités, y compris les produits de nécessité vitale. Le prix conditionne la possibilité d'accès, en fonction de cette privation.

Voici cette réalité sordide, qui sous-tend les modes de production existants. Y compris dans les pays dits « d'abondance », comme la France. C'est pourquoi aucune politique d'aménagement du capitalisme, aucune politique ne remettant pas en cause l'accaparement privé ou étatique des biens existants, ne pourra jamais résoudre ce problème dramatique du logement.

Entre libérer les populations de l'étau des loyers à payer ou des crédits à « rembourser » et ainsi sauver des vies, et la préservation

de ses rentes juteuses, la bourgeoisie préférera toujours l'esclavage et la mort des pauvres plutôt qu'une vie décente pour tous. Dans ce système odieux, les personnes qui meurent de froid ou de faim sont nécessaires à la mise en coupe réglée de l'immense majorité de la population.

Alors que la loi de réquisition des logements vides existe, elle n'est jamais appliquée. Des associations grassement subventionnées gèrent la charité publique, dont les limites sont définies par le seuil de tolérance de l'intolérable, c'est-à-dire par le seuil de résistance et d'auto-organisation sociale des populations. La gauche au pouvoir au sein d'un système de domination capitaliste (privé et-ou d'État), expulse les squats tout autant que la droite. Elle condamne le « vol » à la prison tout autant que la droite. Il n'y a rien à attendre des promesses de gens dont le métier consiste à préserver la rareté et la privatisation des biens communs.

L'occupation, la réquisition et la réappropriation sociale ne sont pas seulement légitimes, elles sont une urgence révolutionnaire. La répression bourgeoise frappe les actes isolés de survie. Seule une convergence collective, réappropriatrice des biens communs existants, peut éviter l'extension des drames humains.

Juanito

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

Météo électorale

DÉCIDÉMENT tout est décoré pour faire « beau » en attendant l'élection présidentielle. Un messie serait-il attendu sur le territoire de la « fille aînée » de l'Église. Du coup le syndicalisme français (ou ce qu'il en reste) est habillé pour l'hiver !

Déjà que tous les prétendants, ou presque, à la charge suprême se pressent au chevet du mouvement ouvrier en détresse, marchant allègrement sur le champ syndicaliste, on en remet une couche au nouveau sondages.

L'Ifop a, la semaine dernière, interrogé « un échantillon représentatif non pas de l'ensemble de la population en âge de voter, mais des seuls actifs, salariés ou chômeurs ayant déjà travaillé »¹. On savait que l'extrême droite mordait dans l'électorat ouvrier dit traditionnel, mais là les résultats sont assez différents. SUD, CGT et CFDT sont en tête pour les intentions de vote à gauche. Les syndicalistes n'existent que en tant qu'électeurs. Faut-il pleurer, faut-il en rire ? Que celles et ceux qui vivent de leur seul chèque de fin de mois préfèrent dans leur majorité voter pour les représentants du socialisme parlementaire peut sembler un moindre mal...

On peut considérer aussi que c'est, encore une fois, la même ornière et qu'on pas sortis de l'auberge ! Mélanger tous les genres pour un avenir dit radieux amène souvent de cruelles déconvenues pour ceux et celles qui croyaient que leur bulletin de vote ouvraient les portes du paradis. L'illusion électoraliste a de beaux jours devant elle si nous ne mettons pas les bouchées doubles pour prouver par nos combats quotidiens que le chemin pour une autre société est autre part !

Jean-Pierre Germain

1. C'était le quotidien *L'Humanité* qui avait demandé ceci. A noter que pour les actifs, selon ce sondage, Marine Le Pen est devant Nicolas Sarkozy... Sondages piège à... ?

Des petites mains pour les grands ?

DES PETITS MALINS ont mis au point une combine fumante. Un type, qui se fait passer pour le big boss de telle grosse société, passe un coup de fil au comptable d'une entreprise quelconque et lui intime l'ordre de virer, fissa, une forte somme sur un compte bancaire. Une télécopie suit la conversation et confirme la demande de virement, signature (imitée) du patron à l'appui. Le fric transite ensuite par un certain nombre de lessiveuses installées en pays lointains où la législation en matière financière est, comment dire, des plus libérales.

La combine paraît-elle trop simple ? Eh bien ça marche ! Plusieurs millions d'euros ont ainsi été détournés sans problème, à tel point qu'un certain Centre de formation de la profession bancaire organise des stages afin de déjouer cette technique de fraude.

Or, le Centre en question a tout faux. Plutôt que d'entraver les larrons, pourquoi ne tâche-t-il pas de les recruter ? Nul doute

qu'ils se révéleraient bien vite d'excellents collaborateurs et feraient profiter leurs employeurs de leur savoir-faire ; ainsi, de sérieux progrès pourraient être accomplis dans le domaine des ententes sur les prix, par exemple, ou encore des produits bancaires pourris et des prêts à taux prohibitifs, mais aussi en matière de rétrocommissions, de financements occultes et de garanties illimitées offertes par l'argent public, bref ces mille et une façons d'engendrer des profits faramineux sans risque, avec la sécurité de l'emploi et de belles perspectives de développement.

C'est ainsi si l'on voit les choses en grand, et c'est ce qui distingue les entrepreneurs des petits artisans.

Steph

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Virginité, en vérité je vous le dis

ÇA FAIT BIEN PLUS DE 2012 ANS que je me pose la question : pourquoi tous ces religieux veulent-ils des filles vierges au mariage ?

– « Sinon, c'est une salope ! »

– « Ouais, elle doit être pure... »

Même des femmes répètent ça ! (Pourtant, dans mes souvenirs de puceau et longtemps après, je vous le dis, y a pas photo, je préfère les femmes d'expérience). Et tout d'un coup, la révélation : j'ai pigé ! Le truc qui angoisse les mecs plus que tout, c'est leur bite. La longueur, le diamètre, le nombre de buts, la cylindrée... Ils leur faut la plus grosse et ils angoissent de la comparer. Alors vous imaginez si c'est leur femme qui compare... Pour comparer, faut qu'elle en ait vues et pratiqués d'autres. Et alors le doute

s'installe dans leur tête : « Je ne suis plus le Seul, l'Unique, le Maître chez moi. Si c'était mieux avec son ex ? Elle me jaugerait, me jugerait ? Comme une bécane ou un sportif ? Une marchandise ? Je deviendrais un homme-objet ? Ce n'est pas possible ! Il n'y a qu'une seule solution : leur interdire toute comparaison possible, donc toute relation avant le mariage. Nous les voulons vierges, inexpérimentées, nous leur apprendrons notre plaisir, selon notre bon plaisir. Le leur de plaisir ? Arg ! C'est sale ! Et pour faire gober l'arnaque, on n'a qu'à dire que c'est Dieu qui l'a voulu. Au bout de quelque siècles de dressage, ça va bien rentrer dans les mœurs. » Encore une fois la preuve que les religions sont écrites par et pour les mecs, contre les femmes.

L'Iconoclaste

Carnet de voyage en Sarkozie

IL Y A DEUX SEMAINES notre grand timonier à nous, a parlé. De son interview multi-diffusée sur nos écrans télé que ressort-il? Travailler plus pour gagner plus, c'est fini; on passe au travailler moins pour gagner moins. Nicolas Sarkozy nous explique que pour préserver les emplois, il faut permettre à nos entreprises d'être compétitives et pour cela accepter – provisoirement bien entendu – que l'employeur baisse le salaire sans réduire le temps de travail, ou qu'il allonge le temps de travail sans augmenter la rémunération. Au choix! Tout cela, répétons-le, ne durera que le temps pour l'entreprise de sortir d'une période difficile, de franchir une mauvaise passe. L'accord d'entreprise ainsi signé avec des syndicats représentant au moins 30 % du personnel s'appliquera à tous les salariés sans besoin de leur acceptation individuelle.

En réalité on est déjà dans l'ère du «travailler plus pour gagner moins». Les patrons vont pouvoir s'en donner à cœur joie, car évidemment tout leur sera bon pour se dire pas assez ou même non compétitifs. Non compétitifs par rapport à qui au fait? À l'Allemagne? Au Maghreb? À la Chine? Nous ne sommes pas prêts d'être compétitifs – et heureusement – ou alors c'est qu'il faut accepter d'autres «réformes» du genre: la retraite, pas à 60 ans, ni à 62, ni à 70 et même pourquoi une retraite? Et pourquoi donc cinq semaines de congés payés? Ne serait-il pas temps d'accepter – provisoirement bien sûr – de n'en avoir que trois, voire plus du tout? Et c'est quoi cette histoire de week-end? Restons Français que diable, le samedi chômé ne peut être qu'une invention de la perfide Albion, boutons cette coutume hors de France, retravaillons six jours par semaine, et puis pas huit heures quotidiennes – autre invention des rouges de la CGT d'avant 1914 – mais douze, mais quinze... enfin ce qu'il faudra, puisque c'est juste pour sortir l'entreprise d'une mauvaise passe. Le salarié lui, c'est bien connu, ne connaît pas de difficultés, et ne remerciera jamais assez le patron de lui permettre de s'épanouir au travail, de faire tourner la machine capitaliste, sans se poser trop la question de savoir s'il a vraiment besoin d'un patron, ou si ce n'est pas plutôt l'inverse.

Déjà, avec le coup de l'augmentation de la TVA qui devient «sociale» en passant à 21,20 % le consommateur français va se serrer un peu plus la ceinture. Et donc, le travailleur français (qui est aussi consommateur) a le moral dans les chaussettes; il a beau consentir des efforts, écouter ce qu'on lui dit, faire où on lui dit de faire, ce n'est jamais suffisant; la preuve c'est que des entreprises continuent de fermer ou d'être délocalisées.

Le catalogue que l'on redoute

La liste n'en finit pas de s'allonger: Lejaby dont on vous parlait déjà la semaine dernière dans *Le Monde libertaire*, Lejaby donc qui a vu défilé dans ses murs les politiciens de gauche et de droite, ministre compris, et s'entendre promettre que, non on ne les laissera pas tomber... au moins jusqu'à l'élection présidentielle; après, devinez: plus de crise? Plus de manque de compétitivité? Les promesses n'engagent jamais que ceux qui veulent les croire. Un repreneur miracle sort à la dernière minute de la manche du ministre/député Laurent Wauquiez? Attention: un spectre hante la Haute-Loire: celui de l'usine de Gandrange où on a pu juger l'efficacité et la crédibilité de Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui n'hésitait pas à déclarer il y a deux semaines aux deux faire-valoir qui l'interviewait à la télé: «Il faut arrêter que n'importe qui dise n'importe quoi n'importe comment» (et lui, devrait réviser sa syntaxe). Étonnante déclaration! «C'est l'hôpital qui se fout de la charité» aurait dit ma mère qui supportait mal ce genre de gugusse.

Autre front des luttes: Peugeot

En 2008 déjà chez Peugeot Motocycles (1100 ouvriers) les salariés des deux sites de Mandeure dans le Doubs et de Dannemarie dans le Haut-Rhin ont accepté, pour être compétitifs de travailler plus sans compensation de salaire. Quatre ans plus tard le bilan est éloquent: à la fin de cette année il ne restera plus que la moitié de l'effectif de 2008, et de nouvelles suppressions de postes sont prévues. Les sacrifices des travailleurs n'auront pas évité une délocalisation partielle (pour le moment) vers la Chine.

Thales Avionics

Là c'est vers Singapour qu'on s'apprête à délocaliser. Les syndicats CGT-CFDT et CFE-CGC s'adressent au président Sarkozy, l'Etat étant le premier actionnaire de Thales. Ne rêvons pas, les pleurnicheries devant l'Élysée ne serviront dans le meilleur des cas qu'à obtenir des promesses du même tonneau que celles faites aux ouvrières de Lejaby. À Singapour la main d'œuvre recrutée est malaisienne: on imagine aisément ce que sont les salaires et les conditions de travail. La direction de Thales ne va pas se prendre la tête longtemps: comme en 2010 déjà, elle délocalisera sans états d'âme (si tant est qu'elle en ait une).

Faisons un tour chez Procme

Société de travaux publics travaillant pour ERDF et GDF. Là il s'agit d'une centaine de travailleurs immigrés (Portugais) qui se sont mis en grève à Ramonville (près de Toulouse). La société Procme recrute directement au Portugal afin d'avoir une main d'œuvre bon marché

qu'elle fait venir travailler dans le sud de la France. C'est une autre méthode: quand on ne peut pas délocaliser l'entreprise on va recruter les salariés là où ils coûtent moins cher au patron. Plus fort que «produisons français» c'est «exploitons français».

Petroplus

L'ineffable Eric Besson s'est rendu lui, à la raffinerie Petroplus de Peti-Couronne (Seine Maritime), et là aussi le Parti socialiste était représenté avec Laurent Fabius. Mais les solutions elles, n'étaient pas de la partie. Les travailleurs du site ne sont pas plus avancés quant à leur avenir. La raffinerie est à l'arrêt depuis début janvier, et les soi-disant repreneurs restent dans le flou. Bref: du mouron à se faire pour les 550 salariés de l'usine.

Les profs

Jamais contents, les enseignants de l'Éducation nationale ne sont pas en reste et ont fait grève une journée pour protester contre la réforme de l'évaluation des personnels et les suppressions de postes prévues à la rentrée 2012. Les enseignants, bête noire du gouvernement, n'ont semble-t-il pas l'intention d'attendre le résultat des élections d'avril/mai pour réaffirmer leur opposition à cette politique.

On pourrait continuer de remplir ce catalogue pendant longtemps. Notons seulement que près de chez nous, nos voisins belges se sont mis en grève générale pour dénoncer l'austérité qui leur est imposée, au nom de la lutte contre la crise. Malgré une virulente campagne antisyndicale menée par les politiciens et les médias, la grève a été largement suivie du fait qu'elle était convoquée par les trois grandes centrales syndicales (FGTB, CSC et FSGLB). La dirigeante de la FGTB (socialiste) rappelle que les mesures d'austérité annoncées «sont contre-productives, car dans les pays où on a fait la même chose c'est devenu pire qu'avant».

Et tiens, puisque la compétitivité est le leit-motiv de tous les patrons de par le monde, et des gouvernements qui les représentent, une journée d'action syndicale à l'appel de la CES (Confédération européenne des syndicats) aura lieu le 29 février, veille du sommet des dirigeants européens dont le but est de renforcer la discipline budgétaire au sein de l'Union Européenne. 84 organisations syndicales doivent participer à cette journée d'action partout en Europe pour s'opposer à l'austérité qui s'annonce. Mais syndiqués ou non, il s'agira de faire entendre notre voix pour dire une fois de plus que non, nous ne paierons pas leur crise, et que oui, nous voulons travailler moins, sans gagner moins, pour vivre mieux.

Ramon

Abstention sans complexe

À CHAQUE SAISON, ses miasmes, ses maladies. La saison électorale arrive et avec elle, sa pandémie de haine et de connerie. Cette fois-ci, Sarkozy ayant bien du mal à faire fonctionner le vase communicant, le F-Haine retrouve toute sa vigueur.

Comme toujours en pareil cas, les politiciens de tous bords, ne manquent pas de fustiger l'abstention. Ils nous la jouent «Syndrome du 21 avril» ou «21 avril à l'envers», selon le camp où ils se situent.

Pour parvenir à faire se déplacer un nombre significatif d'électeurs et préserver ainsi leur légitimité, nos politiciens n'hésitent pas à brandir les intentions de vote FN. Ils espèrent ainsi culpabiliser celles et ceux qui de plus en plus nombreux, refusent de participer à la mascarade électorale.

Disons-le d'entrée : si l'extrême droite est fort utile au jeu politicien, elle ne constitue pas moins un danger bien réel pour toute la société. Mais ce n'est pas à coup d'élection – bien au contraire – que l'on parviendra à terrasser la bête.

Le bulletin de vote n'est pas et n'a jamais été un bouclier pour se préserver de l'extrême droite. D'abord parce que celle-ci n'hésite pas, lorsqu'elle en a les moyens, à recourir à la force pour s'emparer du pouvoir. Mais aussi, parce que les élections lui ont parfois fourni l'occasion d'accéder à la tête de l'État, conformément aux règles de la démocratie.

Un peu d'histoire

Ce fut le cas pour les nazis dans l'Allemagne des années trente.

Lors des élections législatives de novembre 1932, le NSDAP – parti d'Adolf Hitler – bien qu'arrivant en tête, avec 33,1 % des voix, subissait un net recul. Il perdait deux millions de voix et – 34 sièges au Reichstag par rapport aux élections précédentes.

Dans *Le Populaire*, Léon Blum prophétisait «la route du pouvoir est définitivement fermée pour Hitler».

Pourtant, seulement deux mois plus tard, le 30 janvier 1933, à force d'intrigues et tractations de la part des politiciens allemands, Hitler était nommé chancelier de la République de Weimar, conformément aux règles de la démocratie, en qualité de leader du parti arrivé en tête aux élections.

C'est encore par des élections – les législatives du 5 mars 1933 – que «le führer» va asseoir son pouvoir en obtenant cette fois-ci, après deux mois de terreur et de propagande, 43,9 % des voix. Deux semaines plus tard, le 20 mars 1933, le troisième Reich était proclamé. Ce même jour, Heinrich Himmler inaugurerait le camp de Dachau pour y enfermer les opposants au régime.



Quelques années plus tard, un autre drame politicien se jouait en France. Le 10 juillet 1940, la République était sabordée et Pétain recevait les pleins pouvoirs des mains d'une Assemblée nationale composée du Sénat et d'une Chambre des Députés, pourtant majoritairement élue à gauche en 1936 au moment du Front Populaire.

Le gourdin et le bulletin

Ces dernières années, l'extrême droite n'a eu aucune difficulté à gouverner dans des pays européens (Italie, Autriche, Suisse...) pourtant qualifiés de démocratiques et d'États de droit.

Il est vrai que tout État porte par essence, les germes du totalitarisme, car fondé sur la domination de l'homme par l'homme. Et diviser pour régner, désigner des boucs émissaires, c'est le propre de toute méthode de gouvernement.

Le fascisme se distingue, en poussant à son paroxysme la violence et la hiérarchisation ethnique, sociale, culturelle et sexiste des individus afin d'établir la suprématie de la race, de l'élite, de la nationalité, du mâle, du chef.

Évidemment, il n'est pas indifférent de vivre en démocratie plutôt qu'en dictature !

Mais reconnaissons que, dans la France d'aujourd'hui, avec son idéologie sécuritaire, ses dispositifs policiers et de surveillance, ses lois répressives, xénophobes et antisociales, l'extrême droite n'aurait pas grand-chose à modifier pour obtenir un contrôle global et une soumission absolue des populations.

Démagogue et populiste, celle-ci préfère obtenir un consentement populaire, bien

qu'elle n'hésite jamais à recourir aux méthodes coercitives lorsqu'elle le juge nécessaire.

Comme un poisson dans l'eau

Avec notre type de démocratie, parce qu'elle est fondée sur la représentativité, «le citoyen» n'a pas son mot à dire. On ne l'invite pas à réfléchir, à débattre, à donner son opinion, encore moins à participer à une prise de décision collective. Il est seulement appelé, tous les cinq ou six ans, à choisir, isolé dans l'intimité de «l'isoloir» celui ou celle qui va parler en son nom, décider à sa place. Celui ou celle qui va le gouverner durant plusieurs années.

Libre à lui, ensuite, de manifester son opinion ou son opposition dans les limites que ses maîtres lui auront accordé par la loi.

Comment s'étonner dès lors, notamment en période de crise, que certaines personnes, dérouterées, s'engouffrent dans cette logique et aient recours à l'homme ou à la femme providentiel (le), celui ou celle qui, soufflant sur les braises du mal-vivre, va développer le discours le plus démagogique, faire croire à des solutions simplistes et expéditives.

On peut d'ailleurs facilement le constater : à chaque élection, de sondage en sondage, au fur et à mesure que se rapproche l'échéance, l'extrême droite progresse. Celle-ci est en campagne électorale comme un poisson dans l'eau.

Sans complexe

A contrario, lorsque les gens prennent leur vie en mains, retrouvent la volonté d'agir contre les injustices et réfléchissent par eux-mêmes à un avenir meilleur, alors, comme par enchantement, l'extrême droite tend à s'effacer du paysage politique. Cela nous avons pu le constater lors de chaque mouvement social et à nouveau, lors des luttes contre la réforme des retraites.

Voilà pourquoi, face à l'extrême droite, il sera bien plus efficace d'exprimer, par l'abstention, son refus de cautionner un système électoral qui, parce que créateur d'illusions et de soumissions, nourrit la stratégie de celle-ci. Sans compter que la loi électorale et le mode de financement des partis, vont permettre au FN de renflouer ses caisses avec l'argent public.

Il est à souhaiter que des millions de gens préfèrent conserver leur énergie pour contribuer à développer l'esprit de révolte et cultiver l'insoumission.

Pour ma part, en dépit des jérémiades de nos chers politiciens, je n'aurai aucun complexe à assumer mon abstention.

Jean Raj



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 9 février

Chronique hebdo (10 h 00) En octobre 2011 à l'initiative du ministre de l'intérieur le tribunal de Paris interdit le site de Copwatch (réseau international) qui met à jour les violences policières. En janvier 2012 le voici qui renaît... de la censure! Anonymous un autre groupement s'active lui pour lutter contre ceux qui violent les droits humains. Aujourd'hui la justice (ou la police?) devient l'affaire de tous.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Soutien aux réfractaires à l'armée, pionniers d'un monde sans guerre (Maurice Montet).

Vendredi 10 février

For a Few Sixties More (09 h 00) Musiques jamaïcaines. De Prince Buster à Nitty Gritty en passant par Stranger Cole, Desmond Dekker, Austin Faithfull et bien d'autres.

Samedi 11 février

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales. Invité : F. Genevée. Sujet : les archives du PC.

Dimanche 12 février

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre. Hermann Göring sur le banc des accusés et dans sa cellule pendant le procès de Nuremberg, c'est du théâtre (presque) documentaire et passionnant!

Lundi 13 février

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans...

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Bernard Baissat est journaliste et cinéaste. Aujourd'hui militant de l'Union pacifiste, il a réalisé de nombreux films sur des compagnons de route de

l'anarchisme et du pacifisme tels May Picqueray, Eugène Bizot, Serge Utgé-Royo...

Mardi 14 février

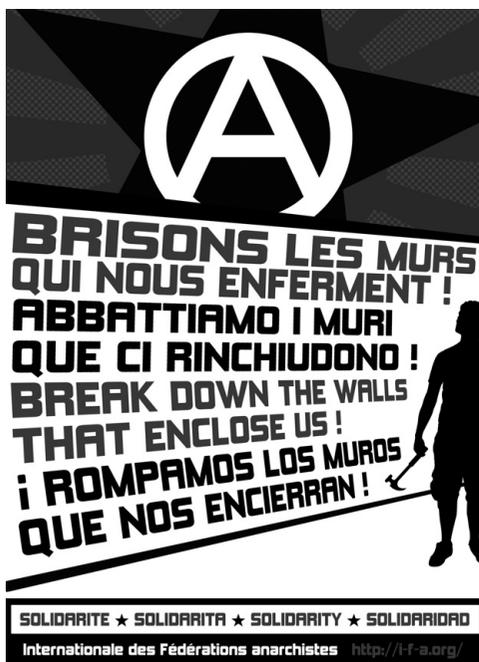
L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Mercredi 15 février

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Piano et blues, première partie.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice. Christophe de La Condamine, ancien prisonnier, vient nous parler de son livre *Journal de taule* (Éditions L'Harmattan).



Affiches et autocollants disponibles à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Agenda

Jeudi 9 février

Paris XIV^e

19h30. Menace sur nos neurones, Alzheimer, Parkinson et ceux qui en profitent. Marie Grossmann et Roger Lenglet démontent dans leur livre paru aux éditions Actes Sud le mécanisme d'un « effet d'aubaine » ignoble. Débat avec les auteurs. Bibliothèque Vandamme, 80, avenue du Maine. Métro Gaité. Entrée libre et gratuite.

Paris XX^e

18h30. Quel avenir pour notre école? Au-delà de la suppression de milliers de postes d'enseignants et de la formation professionnelle initiale des maîtres, l'avenir de l'école se joue surtout dans la pénétration des normes néolibérales au cœur du monde scolaire. Rencontre avec Pierre Clément, coauteur du livre *La nouvelle école capitaliste*. Bibliothèque Sorbier, 17, rue Sorbier. Métro Gambetta. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 10 février

Rennes (35)

20 heures. Concert de soutien au Collectif Antifasciste de Rennes, avec Slim Wild Board (Folk, Rennes) et Mohawk (Folk Celtique, Brest). Prix libre. Bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la Librairie du Monde Libertaire. *Les Moissons de la révolte* de Richard Hamon et Alessandro Stella (2006). Soixante-quinze ans après le coup d'État militaire de Franco, les paysans andalous demeurent soumis, pour une large majorité, à l'arbitraire des grands propriétaires terriens. Actuellement l'injustice demeure toujours, mais des paysans se sont organisés pour travailler

autrement... À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Paris XII^e

19 heures. Deux comédiens lisent et mettent en espace un montage d'extraits de la pièce de Frédéric Lordon, économiste atterré *D'un retournement l'autre* (Seuil, 2011), comédie sérieuse en trois actes et en alexandrins sur la crise financière. Avec Isabelle Mestre et Christophe Mileschi comédiens. Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre. Métros Faiderbe-Chaligny, Ledru-Rollin ou Gare de Lyon.

Samedi 11 février

Rennes (35)

18 heures. Projection du documentaire *Seguir luchando para seguir existiendo* (1h20, VOST), sur les luttes du peuple Mapuche au Chili, en présence de Sergio Zamora, historien spécialiste des luttes mapuches. Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan. Métro Sainte-Anne.

Carpentras (84)

18 heures. Conférence-débat avec Claire Auzias: Peuple d'ici, peuple d'ailleurs, nomades toujours pourchassés, les Tziganes comme témoins. Espace Fenouil (114, rue P. et E. Fenouil). La soirée sera conclue par un buffet dînatoire (Paf: 7 euros). Réservation impérative au 04 90 63 47 40 ou au 04 90 63 15 21.

Limoges (87)

20h30. Spectacle-débat sur Boris Vian, ce déserteur de tous les préjugés, organisé par *La Vache qui...* (journal limousin de contre-information) et par

le Cercle Gramsci. La performance théâtrale des Ex-agacés permettra une discussion sur le civisme de Vian, en dehors de tous les racolages partisans. Salle Jean-Pierre-Timbaud (derrière la mairie).

Dimanche 12 février

Paris XI^e

18 heures. Soirée de solidarité avec les inculpés de Toulouse/Labège. Intervention, infos et musiques avec The Angry Cats (rockabillybertaire, Paris), Burning Lady (punk mixte, Lille), Tulamort (punk de rues, Paris). Paf: 5 euros. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Métro Nation.

Mardi 14 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: 50 ans après, trois faces de la guerre d'Algérie en France. Seconde rencontre/débat: La fascisation: L'OAS, la gangrène colonialiste, fait peser une menace de pouvoir fasciste en France. Présentation de Jean-Paul Gautier, historien et politologue. Il est notamment l'auteur de *Les extrêmes droites en France: de la traversée du désert à l'ascension du front national (1945-2008)* (Syllepse, 2009). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 16 février

Paris X^e

19 heures. Faut-il manger les animaux? Débat avec Yves-Marie Le Bourdonnec, boucher à Asnières et Fabrice Nicolino, journaliste et auteur de *Bidoche* aux éditions Les liens qui libèrent. Bibliothèque François-Villon, 81, Bd de la Villette. Métro Colonel-Fabien. Entrée libre et gratuite.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à: administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente, rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous... c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte
4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.